

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le travaillisme et nous

*Louis MERCIER*

La magnifique explosion  
de juin 1936

*Roger HAGNAUER*

L'Espagne en grève

*Ramon LIARTE*

« Nouvelle Gauche »...

Supplément de « l'Huma »

Une lettre de Pierre Monatte

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 105 - Mai 1956

L'œuvre d'un des nôtres .....	R. GUILLORE
Le travaillisme et nous .....	L. MERCIER
L'Espagne en grève .....	Ramon LIARTE
Lettre de Tunis .....	J.-P. FINIDORI

### Notes d'économie et de politique :

Le plus grave danger. — Ce que Mollet entend par pacification. — Pour une fois l'U.R.S.S. aide à la paix .....	R. LOUZON
Lettre de l'Uruguay : Aspects sociaux du budget de 1956 .....	Carlos M. RAMA
La magnifique explosion de juin 1936 .....	R. HAGNAUER
Positions syndicales sur le problème algérien	

### Les livres :

« Le précédent autrichien », de Joseph Buttinger.	G. S.
« Nouvelle Gauche », supplément de « l'Huma ».	

Une lettre de Pierre Monatte.

### Parmi nos lettres

Louis Dumas (du Var) ; Boissel (de l'Ar-dèche) ; Duperray (de la Loire) ; Georges Leroy (de Paris) ; Charles Midon (de Maisons-Alfort).  
Cercle Zimmerwald.

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

- 1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;
- 2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;
- 3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;
- 4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

- pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;
- 5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;
  - 6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;
  - 7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# REFUS DE PARVENIR

de A.-V. JACQUET

(Avec un lettre-préface de Marc BLOCH)

Il y a déjà dix mois que Jacquet nous a quittés. Nous nous étions promis de ne pas l'oublier et de le faire revivre dans ses écrits. Et voici que paraît son roman-témoignage.

Nous en devons remercier tous les amis, connus et inconnus, qui ont participé à la souscription et, plus particulièrement parmi eux, ceux qui ont fait un effort de propagande. Le résultat est là. Nous le devons surtout à la ténacité de Pierre Monatte. Mais la « Révolution prolétarienne » nous a donné un bon coup de main. Enfin, comment ne pas saluer à cette occasion l'« Amitié par le Livre » et son animateur, le camarade Belliard, qui, fidèles à leur tradition, ont assumé les risques de l'édition ?

L'étude critique de ce travail de ramassage de souscriptions que nous avons poursuivi pendant plus de quatre mois ne manquerait, à elle seule, ni d'intérêt, ni d'utilité. C'est à des tâches comme celle-ci, limitées mais précises, que l'on mesure le mieux la capacité d'un mouvement, et aussi ses faiblesses. On ne triche pas avec cette nécessité d'obtenir rapidement un résultat concret et mesurable. Oui, il y aurait pas mal de leçons à tirer de ce travail que nous avons quand même, les uns et les autres, mené à bien. Mais contentons-nous aujourd'hui de nous réjouir et de nous retrouver un peu, en la compagnie de Jacquet, parmi tous ces personnages que, selon sa propre expression, il a extraits « du vivant ».

Nous les avons déjà rencontrés peu ou prou comme spécimens de la faune pédagogique : le ménage-type Salinier, instituteurs modèles et amoureux modèles — un peu trop « modèles » à mon gré — ; le militant directeur de conscience Charles Sâtre, la conscience elle-même de l'avant-garde syndicaliste, chez qui nous reconnaissons les traits de plusieurs militants de l'enseignement et dans lequel Jacquet a voulu surtout faire revivre le militant et penseur rhodanien Tortillet (M.T. Laurin des « Pages libres » et du « Mouvement Socialiste » du début du siècle) ; d'autres figures d'instituteurs qui, pour avoir des contours moins cernés, n'en sont pas moins reconnaissables : tous les genres et tous les modèles, sans oublier le « lécheur », le « bambocheur », le « cavaleur » et « la vieille noix qui ne veut pas s'en aller en retraite » (c'est moi, et non Jacquet, qui les dénomme ainsi). Et toute la compagnie gazouillante et ronronnante des institutrices ! Tous les types également, depuis les plus séduisants jusqu'aux moins abordables, avec toutes leurs histoires, y compris celles dites « de

coeur ». Nous en suivons trois, en particulier, depuis le moment où, fraîches émoulues de l'école normale, elles viennent d'échapper des mains d'une prêtresse du nouveau culte laïque, Laurence Poncet, élève de Pécaut.

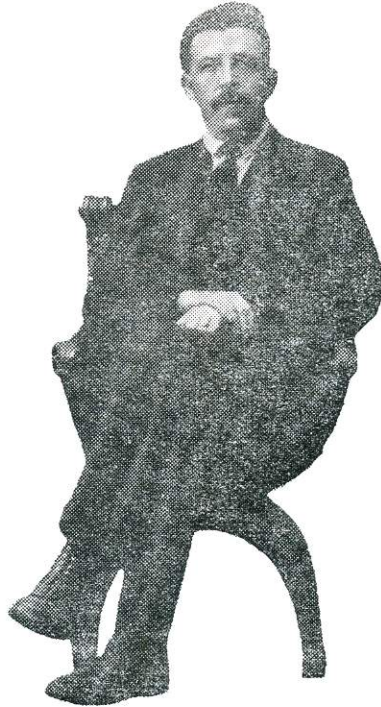
L'administration — l'ennemie — est brillamment représentée ici, principalement par l'inspecteur d'académie Lemouel, type paraît-il assez répandu hier en province (et aujourd'hui ?), ami des politiciens locaux, défenseur patenté de « l'école et de ses maîtres » (sauf, bien entendu, de ceux qui ont quelque indépendance) et, pour terminer le portrait, enjambeur des belles maîtresses d'école.

Plus extraordinaire sans doute est le personnage de l'abbé Graulx, curé « moderniste », libéré des dogmes et ami des maîtres de l'école publique. On y croirait moins si l'on ne savait qu'il a bel et bien existé et joué, dans la vie spirituelle de notre ami Jacquet, un rôle non négligeable. Remarquons que ce type de prêtre apparaît dans plusieurs œuvres maîtresses du début de ce siècle. (Je pense en particulier à « Jean Barois »).

Tout cela, ai-je besoin de le dire ? se lit sans respirer, grâce surtout à ce style limpide de notre Jacquet. Presque autant que son contact personnel, son livre le montre (tel qu'en lui-même...) amoureux de la

vie sous toutes ses formes, trouvant — avec un optimisme peut-être excessif — dans le milieu où il respirait, plus de sujets d'admiration que de blâme et d'indignation. Pourquoi faut-il qu'après l'avoir lu, je reste pourtant sur ma faim ?

Pour avoir beaucoup fréquenté Jacquet, je m'attendais à trouver dans son livre la clef d'un problème qui me hante : comment l'instituteur rural réalise-t-il la liaison — une vraie liaison — avec le monde paysan ? Je sais par expérience personnelle comment l'instituteur des villes la réalise — ou ne la réalise pas — avec le monde ouvrier. Mais quid ? du collègue de campagne. Jacquet nous montre bien que le maître campagnard, tel qu'il nous le donne en exemple, « s'y connaît » en matière d'agriculture. Mais s'il nous esquisse à grands traits quelques figures de paysans, on ne voit pas ceux-ci comme « fond de décor » permanent. Ils ne sont pas présents. Leurs moutards eux-mêmes ne jouent, dans l'action, qu'un rôle bien effacé. Le petit monde des enseignants apparaît comme clos, replié sur lui-même. Est-ce vrai ? Était-ce comme cela du temps de Jacquet, alors que, des longues et nourissantes conversations que j'ai eues avec lui, j'avais



pensé, espéré tout autre chose ? Marc Bloch, dans son admirable lettre-préface, fait sur cet ouvrage une remarque analogue : « ...comme vous le marquez finement, il (l'instituteur de village) demeure, quoi qu'il en ait, toujours un peu à part de la société villageoise ». Peut-être encore une illusion qui fout le camp...

Je ne sais trop pourquoi, en lisant Jacquet, je pensais au livre de mon ami Maurice Lime : « Les belles journées ». Il s'agit d'une usine en grève au cours des journées exaltantes de juin 1936. Si étonnant que cela puisse paraître, on pourrait y retrouver, transposés bien entendu, les mêmes caractères que dans Jacquet, mais nous sommes ici dans le domaine de l'action, non plus seulement dans celui de l'idée. L'instituteur ne vit que de parler. Cela est très sensible dans un des meilleurs passages du livre de Jacquet : au Havre, se tient le Congrès du Syndicat National des Instituteurs en même temps que se déroule une grève des dockers. Au congrès, les leaders Gay et Rozel — des noms transparents — enlèvent l'adhésion à la C.G.T. Mais, en réalité, les dockers sont loin, très loin... Ce bouquin pourrait s'appeler « les belles années ». Jacquet avait d'abord pensé l'intituler : « Notre belle maison ». Un chapitre s'appelle encore : « les temps heureux ». C'est un peu trop un roman rose, à mon avis.

Le titre retenu : « Refus de parvenir », a été pour ainsi dire choisi, on le verra, par Marc Bloch lui-même. Tout un programme. Une de ces conceptions « dépassées » dont fourmille le livre de Jacquet. « Dépassées », comme la Charte d'Amiens est « dépassée ». Toute opinion gênante pour les bonnes habitudes acquises est aujourd'hui : « dépassée ». Cela évite la discussion. Marc Bloch, lui, discute le refus de parvenir. Il ne tranche pas le débat, mais il écrit finalement : « ...j'ai vu, autour de moi, dans les milieux aits « intellectuels », trop de ravages causés par la fièvre de parvenir, par l'ambition d'occuper certaine chaire, par le prurit académique, pour ne pas sentir, profondément, tout ce qu'il y a de noblesse et de sagesse dans le geste de l'instituteur décidé, d'avance, à faire sa vie entière dans de petites écoles de village...

Et puisque nous en sommes aux idées « dépassées », je ne résisterai pas au désir d'en citer quelques-unes que l'on trouve dans la bouche de Charles Sâtre et de son disciple Salinier. Le premier dit : « Je ne crois pas, remarquez-le bien, à une sorte de fatalité historique, analogue à l'étroite

évolution d'une graine dont je puis vous dire l'avenir à partir du moment où elle a germé. Par ses coopératives et ses syndicats, la société future est en quelque sorte préformée : j'en vois les grandes lignes à la façon dont les cordons de feu d'une illumination me révèlent les contours d'un édifice. Mais elle sera ou ne sera pas, selon l'énergie des classes en présence ». Et, sur l'école unique, Pierre Salinier déclare ceci, qui va loin, comme vont loin les ondes produites par le pavé dans la mare : « En écrémant systématiquement les couches prolétariennes, l'école unique constituera un danger pour la classe ouvrière. Celle-ci doit édifier un système d'enseignement conforme à ses besoins égaux. J'en viens par ce biais à la question des hiérarchies sociales. Je les rejette. Il existe des fonctions diverses, mais elles s'équivalent. Le travail du savant en son laboratoire, comme celui du cantonnier poussant sa brouette, c'est toujours de l'énergie se traduisant par les mêmes phénomènes physico-chimiques à l'intérieur du corps humain. Alors, à peu de chose près, l'heure de travail balance partout l'heure de travail, comme disait Proudhon. Elle veut partout la même rétribution. »

Ah ! mon vieux Jacquet, toi si doux, si pondéré, voilà que tu fais scandale ! Ton livre aurait dû venir plus tôt. Mais, tel qu'il nous vient, il fera son bout de sillon. Tu ne m'en voudrais pas, je le sais, des critiques que je te fais aujourd'hui et qui viennent surtout du fait que je ne retrouve, dans tes pages, qu'un écho affaibli de ce que tu me donnais de ton vivant. Pour comprendre la « maison mal connue » comme tu nous la décris, je crois que j'aurais toujours contre moi quelque chose de rédhibitoire je suis Parisien et, qui plus est, banlieusard !

A Daniel Halévy qui, après avoir lu son manuscrit, lui reprochait quelque peu le schématisme de ses personnages, Jacquet répondait : « ...nous avons ces allures schématiques ; ainsi le veut la profession ; le parfait naturel est chez nous très rare. On ne le rencontre, je crois, que chez ceux des nôtres qui sont en quelque sorte les « irréguliers » de la profession. Pour moi, je suis moitié régulier et moitié irrégulier... »

Après avoir lu ton livre, Jacquet, je m'interroge : je ne sais pas — parce qu'on se voit mal — dans quelle mesure j'ai la déformation professionnelle. Je n'ai quand même pas l'impression d'être très « régulier ».

R. GUILLORE.

## Le Travailisme et nous

La presse dite d'information et les feuilles d'opinion ont accordé une grande importance aux discussions portant sur les projets d'un travailisme français. L'idée circule depuis plusieurs années dans des milieux s'intéressant au mouvement ouvrier. A « Reconstruction » où s'expriment divers militants chrétiens ; dans plusieurs groupes de la S.F.I.O. ; à « Demain », hebdomadaire né sous le triple signe de Christian Pineau, de Jean Monnet et de René Marjolin, voire dans quelques cercles de néo-radicaux mendésistes, on aime à se réclamer du travailisme. Jusqu'à une époque proche, le courant ne semblait pas plus vivant que de nombreuses autres tendances qui surgissent et disparaissent de la vie parisienne, pétillante de projets et fade en réalisations. Le vote d'une motion « travailiste » au congrès de l'Union départementale des syndicats C.G.T.-Forces ouvrière de la Haute-Vienne (lesquels « demandent instamment au Bureau confédéral de prendre l'initiative

d'un regroupement des démocrates et des vrais républicains en vue de la constitution d'une organisation qui suppose une révision de la Charte d'Amiens et la formation d'un groupement travailiste pour la défense de nos institutions ») a jeté la formule en plein du mouvement syndical.

Il y a quelque difficulté à comprendre ce que les militants de la Haute-Vienne souhaitent ou veulent si l'on s'en tient à la lecture de leur motion. Mais le vague des textes correspond peut-être au flou des idées. La définition d'André Ferrat, donnée lors d'un récent débat consacré aux chances du travailisme, est plus précise : « Réunir les partis à base ouvrière et les centrales syndicales libres autour d'un programme d'action sociale établi en commun, et coordonner les forces et les moyens de ces organisations pour faire aboutir le programme » (1).

(1) Discussion sur « Les chances d'un travailisme français » à Preuves.

Ce qui est commun à la plupart des foyers travaillistes peut être facilement résumé : l'admiration du précédent britannique, c'est-à-dire d'un mouvement qui a conduit la classe ouvrière à bénéficier des avantages du « Welfare State » ; la considération de problèmes nouveaux posés par le développement industriel et les impératifs de l'expansion économique, phénomènes que les méthodes traditionnelles du mouvement syndical leur semblent ne pouvoir affronter ; la nécessité enfin, de débarrasser partis et syndicats du complexe d'hostilité — ou d'indifférence — qui les empêche d'œuvrer à des tâches qui se révèlent communes.

Le travaillisme se présente donc comme un mouvement de pur bon sens, aussi éloigné des verbalismes extrémistes que proche des réalités quotidiennes, décidé à ne tenir compte que des situations de fait et disposé à rechercher empiriquement le moyen de les faire évoluer dans un sens favorable au progrès social et au bien-être général. A la tribune des meetings et dans les colonnes des journaux de « combat social » le raisonnement peut obtenir un certain succès.

## LES ANGLAIS REPONDENT

Voyons si les arguments travaillistes résistent à leur confrontation avec les faits.

Les laboratoires anglais, dont les néo-travaillistes français se réclament, reconnaissent leur échec, non pas comme gouvernants, mais à propos du problème qui précisément oppose syndicalistes révolutionnaires et travaillistes, en France et ailleurs. Socialistes et démo-chrétiens qui admirent l'expérience britannique sont illuminés par l'éclat d'une étoile déjà éteinte. En effet, R.H.S. Crossman, parlant du gouvernement travailliste, constate : « L'histoire du mouvement travailliste est celle d'une démocratie ouvrière en action. Avant 1945, le socialisme était une liane de vie et une vocation pour des centaines de milliers de militants des syndicats et du parti. Il était essentiel, pour lutter efficacement contre la menace technocratique, de capter cette énergie et de la consacrer à l'œuvre de transformation de la société, et de conserver ainsi au parti au pouvoir, le dynamisme d'un parti d'opposition. Le nouveau climat social offrait aux militants syndicaux, tant sur le plan local que sur le plan national, des tâches innombrables qu'ils étaient prêts à entreprendre. On n'a rien fait pour les convaincre qu'on attendait d'eux autre chose que de négocier des conventions collectives selon la routine acquise sous l'anarchie capitaliste et de poursuivre le train-train quotidien de l'organisation politique au sein du parti. On n'a pas offert aux membres des municipalités socialistes — à un moment où quelques-unes de leurs meilleures entreprises municipales possédaient entre les mains d'entreprises nationales — de nouvelles tâches correspondant aux nouvelles responsabilités du socialisme. On n'a pas demandé l'aide du mouvement coopératif pour s'attaquer au problème de la distribution. Au contraire, on a donné l'impression que le socialisme était une affaire réservée au gouvernement agissant par l'intermédiaire de l'administration existante. Le reste de la nation devait continuer à vivre comme par le passé, tandis que les autorités procédaient à une nouvelle répartition des richesses, en enlevant à certains pour en donner à d'autres. Ainsi, les principaux exécutants de cette première étape vers le socialisme ont été des industriels anti-socialistes et des fonctionnaires politiquement neutres. » (2). Ce n'est pas du Fernand Pelloutier 1890 ; c'est du Crossman, député travailliste anglais.

C.A.R. Crosland, autre parlementaire laboriste, écrit de son côté : « La conviction, parmi les ouvriers, d'un conflit éternel et inexorable entre les sa-

loriés et les « possédants », entre le capital et le travail, leur sentiment de non participation à la gestion de l'entreprise pour laquelle ils travaillent, qui trouve sa contrepartie dans la conviction qu'ils n'ont aucune responsabilité à prendre pour en assurer le bon fonctionnement... tous ces signes révèlent que la Grande-Bretagne est encore, et se sent encore, une société de classes. »

Et voici ce que pense enfin un troisième député du Labour Party, Ian Mikardo : « On a pris soin d'insérer, dans les principales lois de nationalisation, une disposition prévoyant que les syndicats ne doivent pas seulement être consultés sur les questions intéressant les salaires, les conditions de travail, l'hygiène, les questions sociales et la sécurité industrielle, mais aussi sur les questions relatives au rendement des services de l'entreprise. Mais il est impossible d'exprimer un avis sur ces questions sans prendre le temps et l'effort d'étudier attentivement chaque problème en particulier. Or, les permanents syndicaux ne connaissent pas ces problèmes concrets et n'ont pas le temps de les étudier, ou les moyens, ou le désir d'engager des personnes compétentes pour les conseiller, tandis que les membres de la base qui connaissent ces problèmes se voient interdire l'accès aux organes nationaux. »

Ces réquisitoires ne sont pas prononcés par des partisans du syndicalisme révolutionnaire ; ils sont lancés par des dirigeants travaillistes. Les camarades travaillistes français feraient bien de méditer ces paroles. Ils s'apercevraient peut-être de l'impuissance dans laquelle ils veulent s'engager et au fond de laquelle se trouve le travaillisme anglais. De même, ils pourraient juger des différences qui existent entre l'histoire du mouvement ouvrier britannique et le leur. Se rendre compte, par exemple, puisqu'ils ne nous croient pas lorsque nous le leur rappelons, que le labourisme anglais est né d'un mouvement syndical fort qui cherchait à prolonger et à étendre son action en fabriquant une machine politique, alors que le parti socialiste français composé de tendances diverses a toujours rêvé de conquérir l'Etat, avec ou sans syndicats et sans jamais accorder à ceux-ci une place quelconque dans la gestion ou l'administration de l'économie. Peut-être verraient-ils enfin, s'ils veulent abandonner leurs slogans pour observer les situations, que le renversement de la tendance syndicale au sein du travaillisme au profit des intellectuels du parti a marqué la fin de l'espoir de substituer aux structures capitalistes, des formes communautaires de producteurs. Cet abandon s'est fait au profit d'une technocratie, propulsée par la force syndicale, certes, mais ayant ses buts propres et finissant par constituer dans le respect de la Couronne, une équipe gouvernementale de rechange. C'est pourtant là l'expérience modèle que les novateurs français voudraient imiter. Encore n'est-on pas sûr que ce ne soit pas la stabilité gouvernementale et la longue durée des ministères qui les attirent le plus dans le système anglais.

Les autres pays admirés mériteraient une analyse sérieuse. Sans nous y livrer, mais passant en revue l'actualité, nous constatons que la Belgique, gouvernée actuellement par des socialistes, n'a conquis les 45 heures que grâce à la pression des syndicats chrétiens, alors que les grandes agitations déclenchées par les partis ouvrier et social-chrétien n'ont jamais pris d'ampleur que pour la question royale et les subsides aux écoles. Nous voyons qu'en Hollande, où le syndicalisme est entièrement intégré, tout contrôle syndical sur l'introduction des techniques nouvelles disparaît. (C'est notamment le cas pour l'industrie du livre). On aperçoit qu'en Suède (trop souvent citée comme exemple de « Welfare State », alors que le rôle de l'Etat y est limité et équilibré par des milliers d'associations et de groupements autonomes, par les franchises très étendues des municipalités, par un système coopératif puissant), le problème de fond

(2) Nouveaux Essais Fabiens. Les Editions Ouvrières, pp. 48-49.

se repose fréquemment, à savoir : comment gérer et administrer les entreprises d'intérêt public pour échapper à la bureaucratie d'Etat comme à la chasse aux profits des propriétaires privés.

## QU'APPORTENT LES « NEO » FRANÇAIS ?

Bien que paraissant surgir d'une situation entièrement nouvelle, et vouloir répondre à des problèmes récemment découverts, la conception travailliste emploie une argumentation dont le mécanisme est identique à celui du plaidoyer socialiste utilisé il y a une cinquantaine d'années, pour la polémique qui se conclut, dans le mouvement syndical, par le pacte d'entente et d'unité qui porte le nom de Charte d'Amiens. Il serait facile de faire figurer dans la présente discussion, de longs extraits des discours de Renard et de Grifuelhes, par exemple, sans que le lecteur de 1956 s'en aperçoive. Car il s'agit de méthode, et non d'analyse de situation. Nous serions enchantés si la vieille discussion pouvait se trouver enrichie par des expériences récentes, nourrie de faits, de chiffres et de données actuelles. Mais nous ne nous voyons offrir que de bons gros arguments extra-temporels qui passent au-dessus ou à côté de ce qui est le drame actuel du mouvement ouvrier, c'est-à-dire sa non-préhension sur l'évolution sociale, son incapacité à faire accéder l'ouvrier à la condition de citoyen complet, intervenant dans tous les domaines, y compris celui de l'économie. Nous aimerions obtenir de la part des penseurs travaillistes une analyse de la condition ouvrière et une réponse concrète à la question de savoir comment l'élément humain de la production ne sera plus frustré de sa participation effective.

Car nous voyons fort bien, et pas seulement depuis hier, l'évolution des structures sociales ; nous constatons la naissance et le développement de phénomènes nouveaux, comme la montée de la technobureaucratie, l'accroissement du secteur tertiaire, le gonflement des attributions de l'Etat, la mue du type capitaliste classique, le remplacement du patron-directeur par le manager non actionnaire, la course dispendieuse et sans frein de l'économie concurrentielle, l'entrée en scène de facteurs internationaux extra-économiques. Ce que nous ne voyons nulle part, c'est l'effort des travaillistes pour se dégager du refrain social-démocrate.

La faiblesse des phraséologies travaillistes réside dans l'absence de toute analyse sérieuse des situations, des évolutions, des perspectives sociales. On n'y trouve précisément que les défauts de la vie politique française : des prises de position hâtives, un vocabulaire de circonstance, un méli-mélo de déclarations doctrinales et d'opportunisme à courte vue. A défaut d'un courant surgissant naturellement de situations nouvelles et cherchant à se définir, nous aurions pu espérer un essai théorique sur les phénomènes sociaux contemporains et une prise de position sur ceux-ci. Nous ne trouvons ni le courant, ni la théorie. Ce n'est pas un mouvement syndical ayant fait le plein de ses forces, conscient d'avoir atteint la limite de ses possibilités, qui tente d'élargir son domaine ou d'ajouter des objectifs généraux à ses buts précis d'autrefois. Ce n'est pas un parti socialiste puissant, dynamique, disposant d'une forte influence dans l'opinion et utilisant un groupe parlementaire cohérent et discipliné, qui propose l'alliance aux syndicats pour peser en commun sur l'orientation des transformations sociétales. Ce n'est pas une équipe de théoriciens du mouvement social apportant aux militants boussole et méthode d'orientation pour le cheminement en terrain mal connu. Ce n'est rien de tout cela, sinon une somme de velléités et d'impuissances.

Toute proportion gardée, les situations nouvelles sont mieux connues par les syndicalistes, lesquels vivent le nez dessus. Les esquisses de solutions ont été le fruit d'initiatives syndicales. L'idée de syndicalisme

gestionnaire, la recherche d'un meilleur système distributif, la revendication portant sur la transformation de certains services publics en régies coopératives, la tentative de cogestion, sont nés chez les syndicalistes ; alors que les socialistes et les chrétiens sociaux en sont encore et toujours à prononcer les thèses de l'anticapitalisme d'Etat, à revendiquer les nationalisations, sans jamais vérifier si l'expérience dément ou confirme la valeur d'un programme inchangé.

Que le type d'exploitation patronale classique ait tendance à disparaître est une constatation qu'impose l'évidence, et qui a souvent été analysée dans les cercles et publications syndicalistes dans la période d'entre-deux-guerres déjà. Mais la question est de savoir si le mouvement syndical doit revendiquer, s'organiser et agir pour que l'héritage passe aux mains des travailleurs, ou s'il faut encourager le développement d'une bureaucratie d'Etat ou managériale. Les travaillistes optent pour la seconde solution, parce qu'ils sont prisonniers du schéma : « seul le socialisme peut succéder au capitalisme », et que leur conception de la lutte des classes est d'un curieux primitivisme. Les syndicalistes préfèrent la première solution, parce qu'ils pensent que la pénétration ouvrière — sous des formes violentes ou techniques dont le choix dépend des circonstances et des ouvertures —, dans les entreprises, dans le domaine du contrôle, de la prise des responsabilités et de la gestion, est l'unique méthode pouvant entraîner la disparition du système des classes.

Il est par trop facile de caricaturer le syndicalisme révolutionnaire en l'assimilant avec une de ses tactiques — la grève générale insurrectionnelle — pour le ridiculiser. Encore faudrait-il ne pas oublier que, faute de n'avoir pas employé cette méthode, le mouvement ouvrier autrichien, par exemple, a été battu en 1934. De plus, le mot d'ordre ne nous semble pas tellement périmé pour un régime comme le totalitarisme soviétique. De toute façon, il est moins facile de critiquer la coutume syndicaliste révolutionnaire, lorsque, face à chaque situation nouvelle, elle adapte sa tactique, sans pour autant perdre le but de vue.

Quant à savoir si le mouvement syndical remplit pleinement sa mission, que les travaillistes relisent la collection de la « Révolution prolétarienne » et les séries de petits journaux syndicalistes ; ils y trouveront une constante inquiétude, un esprit de recherche et de découverte, une volonté tendue vers la définition de méthodes sans cesse adaptées au réel, qui établissent la différence entre les centrales sommeillantes et les minorités actives. C'est l'assoupissement même des confédérations libres, leur manque d'audace, qui ont rendu possible la prise en considération de l'idée travailliste. Mais que les partisans de ce « renouveau » ne s'illusionnent pas ; les déçus et les fatigués de l'action syndicale peuvent faire des ministres, mais ils n'apporteront pas un renouveau de vigueur et d'énergie au mouvement ouvrier. Là aussi les expériences sont concluantes...

## VALEUR DE L'EXPERIENCE

Existe-t-il, faut-il entretenir entre partis de gauche et syndicalistes ouvriers, une haine inexpiable ou une méfiance théorique ? Non pas. Il n'existe entre eux que des formes de relation qui résultent de l'accumulation de nombreuses expériences. Les syndicats vivent sur la base des réalités. Les partis vivent d'idéologie et de pouvoir, voulu ou assumé. Quand le syndiqué prend une décision, il finit toujours par la payer, donc par en vérifier la valeur. Quand un membre d'un parti vote, il exprime une opinion dont la sanction n'est pas immédiate, et dont les suites ne sont pas aisément vérifiables. Aussi le syndicat ne peut-il prendre position sur une idéologie pour se trouver le lendemain prisonnier du pouvoir.

Un homme comme Millerand a été à quelques années d'intervalle successivement félicité puis hué

par les syndicalistes révolutionnaires. Ce n'était pas l'effet d'une illusion suivie de désillusion. C'était une attitude constante face à des mesures contradictoires du citoyen, puis du ministre Millerand. Les syndicalistes ne se sentent pas malheureux quand une loi sociale est votée au Parlement. Ils savent seulement que si cette loi est votée, c'est en grande partie parce qu'ils l'ont voulue et qu'ils ont combattu longtemps en sa faveur. Mais ils savent aussi que l'essentiel se règle non pas aux échelons supérieurs, mais là où le travailleur produit.

Allons au-delà de ces simples coups d'œil sur le passé et sur les faits présents. La différence profonde, fondamentale, entre le syndicalisme et le travaillisme en France — et ici les mots de la Charte d'Amiens ont moins d'importance que l'esprit, la méthode et la volonté de ceux qui rédigèrent le texte — c'est que les partisans du travaillisme sont des optimistes qui estiment que la société marche nécessairement vers plus de progrès, plus de justice, plus de liberté, si bien que les moyens choisis par le socialisme n'ont qu'une importance secondaire. Alors que les syndicalistes sont des pessimistes, pour qui tout progrès, tout mieux-être, toute liberté, toute dignité, se conquièrent durement par une lutte incessante et dans la mesure où se développe l'intelligence des réalités.

Un discours travailliste qui magnifie les immenses possibilités sociales de l'ère atomique et conseille la création d'un nouvel organisme pour que la classe ouvrière bénéficie des avantages de la nouvelle source d'énergie, ressemble étrangement aux discours prononcés il y a soixante-dix ans à propos du charbon, il y a quarante ans à propos du pétrole, il y a trente ans à propos de l'électricité. C'est toujours la même formule magique qui annonce l'âge d'or. Mais la succession des ères industrielles et des modes de

production n'apporte toujours pas la libération des travailleurs, même quand ils sont gavés de frigidaires et de scooters et garantis, du berceau à la mort, par une législation sociale. Car c'est à l'échelon de la vie quotidienne, sur le lieu du travail, dans les rapports sociaux directs, que les travailleurs demeurent sans préhension sur leur destin, sauf par leurs luttes syndicales et leurs révoltes individuelles.

## LA COMBINE NE NOUS INTERESSE PAS

Nous n'épuiserons pas le débat, lequel est ouvert non entre deux théories, mais entre deux méthodes et deux perspectives. Et peut-être visons-nous trop haut en maintenant la polémique à ce niveau. C'est que nous nous adressons aux travaillistes de bonne foi.

Quant aux autres, qu'ils s'abstiennent de nous prendre pour des enfants de chœur. Les « opérations » travaillistes ne nous intéressent guère, parce qu'en fin de compte elles sont étrangères au mouvement ouvrier. Celle qui se monte aujourd'hui est un alibi social pour des opérations dont les technocrates et les hommes d'affaires possèdent seuls la décision. Leur hypocrisie à l'égard du mouvement syndical est un hommage à sa réalité, et un remerciement pour son absence d'efficacité. « Niveau de vie toujours plus élevé », « expansion économique », « productivité », autant d'expressions qui doivent être précisées par le degré de participation effective des travailleurs — et non seulement des « représentants » ouvriers plus figurants que participants —. Les étiquettes ne nous leurrent pas, même quand elles sont plaisantes à l'œil. Nous préférons contrôler le contenu du flacon.

Louis MERCIER.

# L'ESPAGNE EN GRÈVE

Les grèves ont éclaté en Navarre, en Pays basque et en Catalogne. Plus de 100.000 travailleurs ont déserté ateliers et usines : 50.000 à Pampelune et sa région ; 20.000 à Saint-Sébastien ; 10.000 à Vitoria et Guipuzcua ; plus de 5.000 à Barcelone. Le mouvement a été pacifique, ce qui souligne la capacité de combat de la classe ouvrière. Les fusils de la Garde civile — la Garde incivile comme disait Unamuno — se détachent sur le panorama ibère, mais nulle force n'est capable d'empêcher la volonté de libération ni de contenir l'effort des opprimés décidés à conquérir leurs droits. L'insuffisance des salaires, le bas niveau de vie, la montée des prix ne peuvent trouver de solution dans l'emploi des armes.

Les nouvelles parvenues des réseaux de l'intérieur signalent que plus de quatre-vingts grévistes ont été arrêtés à Barcelone. Du Pays basque et de Navarre, aucune information ne porte sur des arrestations. Par contre, les courriers insistent sur le malaise général et la poussée croissante qui pèse sur le pouvoir dictatorial.

Le gouvernement de Franco s'est efforcé d'étouffer tout écho de ces événements d'ampleur nationale. Mais la vérité s'est frayé un chemin et de toutes parts des éclairs ont jailli. Deux notes de style olympien ont finalement été diffusées par la presse et par la radio. Rendant compte de la réunion tenue par le Conseil des ministres et s'efforçant d'apaiser la rumeur grandissante, le *Diario*

*Oficial* publiait le communiqué suivant : « Le ministre du Travail a informé le Conseil des ministres, sur l'absence au travail de groupes de producteurs en diverses industries et entreprises de Navarre, Guipuzcua et Barcelone.

« Le gouvernement a approuvé la fermeture des usines affectées, l'abrogation des contrats de travail pour abandon d'emploi et la perte des droits que confère la législation en vigueur.

« L'ordre public n'a pas été troublé. »

A Barcelone, devant l'extension de la grève et la crainte que son développement ne prenne des proportions imprévisibles, le gouvernement civil se vit dans l'obligation de publier une note qui mérite d'être reproduite, autant pour ce qu'elle dit que pour ce qu'elle dissimule :

« Dans le courant de l'après-midi du 13 avril, la presque totalité des ouvriers des ateliers de « La Maquinista terrestre y marítima » à San Andrés, ont quitté le travail. Etant donné que cette cessation subite ne correspond à aucun motif concret, soit de revendication de travail, soit de situation injuste et qu'elle constitue une manifestation dénuée de raison de la spéculation politique de quelques intéressés, il a été procédé à la fermeture immédiate de cette usine par le gouvernement et à l'arrestation de ceux qui, par leur intervention, ont provoqué cet acte anti-social, anti-économique, lequel ne résoud rien et entraîne l'inquiétude et le malaise au sein du pays en donnant satisfaction et profit aux

éléments qui, à l'étranger, observent notre situation internationale actuelle.

« De même, et pour les mêmes motifs, les Etablissements Morros, sis dans la rue Paloma, au numéro 58, ont été fermés.

« Rendu public pour information générale. »

Il apparaît ainsi, à la lecture du communiqué du gouverneur de Barcelone, rédigé dans un accès de nervosité, mais caractéristique de la mentalité totalitaire, qu'en Espagne, pays des merveilles, les grèves ne sont imputables qu'aux agissements des émigrés politiques. Il est probable que ce communiqué ne vaudra pas au gouverneur de la capitale catalane la Médaille du Travail que le ministre Giron distribue aux grands commis qui usent du mensonge comme d'un instrument d'Etat...

Les mesures de répression appliquées par le pouvoir ne peuvent être plus arbitraires. Appliquant la méthode dictatoriale, rien n'est plus facile que de fermer les usines et d'annuler les contrats de travail, provoquant ainsi la perte de tout droit pour les ouvriers, dans l'hypothèse que la notion de droit existe dans l'idéologie phalangiste. Si, à Barcelone, ces mesures ont provoqué une forte impression, en Navarre et en Pays basque, il apparaît qu'ouvriers et employeurs les ont enregistrées avec la plus grande indifférence.

### Un slogan qui meurt

Le fait que l'action de protestation ait pris son départ dans une région traditionaliste et catonque, frustre Franco de sa principale arme de combat démagogique. Il ne peut rejeter la responsabilité de mouvement sur les communistes. Franco utilise les communistes pour justifier sa politique de répression et se présenter comme l'indispensable défenseur des démocrates de type américain, de même que les communistes se rendent parfaitement compte qu'ils ne peuvent gagner des sympathies et prospérer dans l'opposition que grâce à la politique obtuse et criminelle de Franco.

Cette fois, le Caudillo et les communistes ont été confondus. Il est difficile de présenter les monarchistes et les catoniques navarrais comme des éléments au service de Moscou ou d'agents manipulés par les émigrés. Semblable présentation supposerait une absence totale d'élémentaire bon sens chez les Espagnols. Sans oublier que le ridicule s'allie harmonieusement à l'infaillibilité dictatoriale et Franco apparaît d'un ridicule aussi vertical que son système social, au point que son comportement et son aspect provoqueraient une franche hilarité s'il ne traînait derrière lui une longue suite d'aberrations et de crimes — il est à supposer qu'un sage conseiller lui aura rappelé, avec toute l'onction ecclésiastique nécessaire, le vieil adage : « Ne touche au bon Navarrais si tu ne veux te retrouver dans la boue ».

Il en va de même pour les régions basques où les semences totalitaires, qu'elles viennent du Prado ou du Kremlin, ne trouvent aucun terrain favorable. Et enfin, nul ne pourra insinuer qu'en Catalogne, pays en lutte permanent contre tout centralisme, imprégné d'esprit syndicaliste et fédéraliste, fidèle aux idées de Pi y Margali et d'Anselmo Lorenzo, bastion de la C.N.T., les staliniens aient pu jouer un rôle alors qu'ils n'ont jamais pu pénétrer la classe ouvrière.

La grève, qui a fait irruption dans tous les

domaines de la vie politique, économique et sociale, possède une signification profonde. Il ne s'agit pas d'un mouvement né des circonstances. Il s'agit bien plus de l'expression pratique d'un esprit de rébellion qui marque tous les Espagnols opposés aux méthodes du totalitarisme. La vague est populaire, multiforme. Le sentiment le plus répandu pourrait s'exprimer par « Assez ! ». Assez de pactes, assez de concordats, assez de corruption, assez d'humiliations, assez de misère.

L'état de grève se retrouve partout en Espagne et dans toutes les couches sociales. La grève ouvrière est dirigée non contre les employeurs, mais contre le régime.

### Retour des vieilles chemises »

La caractéristique de la situation apparaît quand on observe d'une part la croissance du mécontentement et du malaise, d'autre part les méthodes inconérentes du jeu franco-phalangiste basé sur la « dialectique du revolver ».

La confusion est grande dans la capitale. Depuis les incidents qui ont éclaté à l'Université de Madrid, il semble que le navire franquiste vogue sans boussole. Au desequilibre gouvernemental il a été répondu par des changements dans le haut personnel. L'éducation nationale, le secrétariat du Parti unique, le sous-secrétariat général de la Phalange ont changé de main. Les mutations affectent nombre d'autres postes administratifs importants : les directions générales des ministères, les directions générales des services pénitentiaires. Hier relouées dans l'ombrage, les phalangistes ont leur réapparition sur la scène politique, signe évident de l'essoufflement du gouvernement franquiste. Ne sachant comment répondre à une crise qui revêt des proportions nationales, Franco attribue les échecs à l'incapacité de ses collaborateurs et remplace ceux-ci par des hommes plus aptes à manier la violence.

Les « vieilles chemises » (*camisas viejas*) du phalangisme, trop vieilles, trop sales, et trop imprégnées de sang ouvrier et libéral, qui avaient été remises, sont extraites du musée des antiquités et figurent à nouveau dans la tragi-comédie. Dans le but de provoquer la résurrection du phalangisme des premiers jours de la « croisade », les chefsillons remis en selle s'exercent à crier au plus fort. Mais leurs fortes paroles vont se perdre dans l'indifférence générale.

Le discours prononcé récemment par José Luis de Arrese, ministre et secrétaire du mouvement, à Valladolid, a mis à nu la difficile situation du régime de violence et le divorce complet de celui-ci avec l'opinion publique. S'en prenant aux phalangistes fatigués qu'il a accusés de trahison, il n'est parvenu qu'à démoraliser davantage ses troupes. Nombreuses sont les délégations phalangistes qui ne poussent plus le cri traditionnel « Viva Franco ». Et lorsqu'on annonce aux phalangistes qu'ils auront à combattre à nouveau pour défendre la cause qui leur fit massacrer paysans, ouvriers et intellectuels, la réponse témoigne de ressentiment et d'esprit de déroute : « Pour la prochaine guerre, Franco et les siens se débrouilleront, car nous ne paierons pas, avec notre sang et la douleur de l'Espagne, les privilèges de quelques traîtres ».

Que reste-t-il de l'Empire conquis pour la plus grande gloire de Dieu ? La dernière carte phalangiste a été jouée au Maroc, et perdue. Economiquement, le pays se trouve au bord

